

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

1^{er} février 2024

Moyen-Orient

- Le 6 février, l'Institute for Palestine Studies organisera un [webinaire](#) (en arabe) intitulé « On the Edge: War and Public Health in Gaza », qui comprendra un débat avec Abdul Latif al-Husseini, professeur de santé publique à l'université de Birzeit. Ce webinaire se concentrera sur la situation actuelle de la santé publique dans la bande de Gaza, compte tenu des capacités limitées et de la destruction systématique du secteur de la santé.
- Le 29 janvier, BADIL – Resource Centre for Palestinian Residency and Refugee Rights a publié un [communiqué de presse](#) notant que la décision prise par un certain nombre de pays de suspendre le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en réponse aux récentes accusations portées contre 12 des 13 000 employés basés à Gaza, était en contradiction avec l'ordonnance de mesures conservatoires émise par la Cour internationale de Justice.
- Le 26 janvier, Al-Haq, Al Mezan et le Palestinian Centre for Human Rights ont publié une [déclaration](#) saluant l'ordonnance de mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Afrique du Sud c. Israël*. Dans leur déclaration, les ONG relèvent que cette décision constitue un cessez-le-feu *de facto*, Israël ayant reçu l'ordre de mettre fin aux actes de génocide, y compris les meurtres, avec effet immédiat.
- Le 18 janvier, B'Tselem a publié une [liste actualisée](#) des communautés palestiniennes isolées (en indiquant le nombre de familles et de personnes) dans la zone C en Cisjordanie qui ont été transférées de force sous le couvert des combats à Gaza depuis le 7 octobre 2023.

Asie et Europe

- Le 31 janvier, l'Association France Palestine Solidarité a publié un [article](#) décrivant deux nouvelles fosses communes creusées dans la bande de Gaza, à Rafah et à Beit Lahia. D'après cet article, plus de 120 fosses communes ont été creusées depuis le début de la guerre et l'armée israélienne a profané ou détruit plus de 2 000 tombes gazaouies.
- Le 29 janvier, le Norwegian Refugee Council et d'autres ONG ont publié une [déclaration commune](#) exprimant leur profonde inquiétude et leur indignation face à la suspension du financement de l'UNRWA par certains grands États donateurs à la suite d'allégations selon lesquelles des membres de son personnel auraient participé aux attentats du 7 octobre en

Israël. Dans cette déclaration, les ONG soulignent que cette décision mettra en péril la vie des Palestiniens à Gaza, où plus de deux millions de civils, dont la moitié sont des enfants, risquent la famine. Le même jour, Amnesty International a publié un [communiqué de presse](#) similaire, appelant les États à revenir sur leur « décision cruelle » de supprimer les financements destinés à l'UNRWA.

- Le 28 janvier, le Palestinian Return Centre a [annoncé](#) qu'il avait envoyé un document de plaidoyer aux parlementaires du Royaume-Uni et aux diplomates à Genève, détaillant l'utilisation délibérée par Israël de la famine comme arme de guerre contre les Palestiniens de Gaza, en citant des données de l'ONU.
- Le 26 janvier, Amnesty International a publié un [communiqué de presse](#) appelant Israël à respecter les mesures conservatoires ordonnées par la Cour internationale de Justice et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher le génocide des Palestiniens à Gaza.
- Le 24 janvier, l'Agence Média Palestine a diffusé une [playlist](#) de « 10 chansons pour Gaza ». Cette liste non exhaustive présente des artistes internationaux et palestiniens qui, depuis le début des bombardements israéliens, ont exprimé leur soutien à Gaza et au peuple palestinien à travers leur musique.

Amérique du Nord

- Le 5 février, le Center for Palestine Studies de l'Université de Columbia organisera une [manifestation](#) à New York avec le D^r Ardi Imseis pour discuter de son nouvel ouvrage, intitulé *The United Nations and the Question of Palestine: Rule by Law and the Structure of International Legal Subalternity*.
- Le 3 février, The Peoples' Forum organisera à New York une [séance de lecture littéraire](#) avec plusieurs écrivains qui partageront leurs réflexions littéraires sur la Palestine. Cet événement permettra de collecter des fonds pour Palestine Legal, une organisation qui offre une aide juridique aux personnes ayant vu leurs droits bafoués pour avoir exprimé leur soutien à la Palestine.
- Le 31 janvier, Human Rights Watch (HRW) a publié un [communiqué de presse](#) appelant les gouvernements à continuer de financer l'UNRWA, pendant que l'Office enquête sur les allégations selon lesquelles certains de ses employés ont été impliqués dans les attaques du 7 octobre en Israël. HRW a déclaré que la suspension de l'aide fournie à l'UNRWA risquait d'accélérer la propagation de la famine à Gaza.
- Le 31 janvier, Jewish Voice for Peace (JVP) a publié un [communiqué de presse](#) qualifiant d'« odieux acte de génocide » (« heinous act of genocide ») la décision prise par plusieurs pays donateurs de retirer leurs financements à l'UNRWA. L'ONG a souligné que les accusations portées contre 13 employés de l'UNRWA (soit 0,0004 % du total de ses effectifs) ne mettaient pas en cause l'ensemble de l'organisation. Le 30 janvier, Americans for Peace Now a publié une [déclaration](#) similaire, demandant à l'administration Biden de rétablir le financement de l'UNRWA le plus rapidement possible.

- Le 30 janvier, l'association Canadian Lawyers for International Human Rights (CLAIHR) a publié un [communiqué de presse](#) informant que, le 28 janvier, elle avait écrit (dans le cadre d'une coalition de Canadiens et de Palestiniens) à la Ministre canadienne des affaires étrangères, Mélanie Joly, pour demander que le Gouvernement fédéral mette immédiatement un terme à toutes les exportations et à tous les transferts de biens et de technologies militaires canadiens vers Israël.
- Le 26 janvier, J Street a publié une [déclaration](#) appelant le Gouvernement israélien à respecter pleinement à l'arrêt de la Cour internationale de Justice concernant la prise de mesures conservatoires dans l'affaire *Afrique du Sud c. Israël*. Dans sa déclaration, l'ONG appelle également les États-Unis à ne pas entraver les efforts déployés au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour garantir l'application de l'arrêt susmentionné, ainsi qu'à faire pression sur le Gouvernement israélien pour le convaincre de modifier sa stratégie et ses tactiques militaires à Gaza afin d'assurer la sécurité des otages et des civils. Le même jour, Americans for Peace Now a publié un [communiqué de presse](#) similaire, exhortant Israël à se conformer aux mesures conservatoires et demandant au Gouvernement des États-Unis de s'engager à travailler avec Israël pour garantir le respect de ces mesures.

Amérique latine

- Au Mexique, la Plataforma Común Por Palestina a annoncé l'organisation de manifestations en solidarité avec la Palestine le 3 février, à [Veracruz](#) et [Guadalajara](#), afin de réclamer un cessez-le-feu à Gaza et des sanctions contre Israël.
- Juventud Árabe de Bolivia a [annoncé](#) la projection d'une série de films documentaires palestiniens du 23 janvier au 1^{er} février à Cochabamba.
- Au Chili, la Fundación Belén 2000 a publié un [livre de recettes](#) (en espagnol) sur la cuisine palestinienne afin de collecter des fonds destinés à l'aide humanitaire à Gaza.

Organisation des Nations Unies

- Le 31 janvier, Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, a présenté au [Conseil de sécurité](#) un [exposé](#) sur la situation à Gaza, exprimant son inquiétude quant à la possibilité d'une propagation des hostilités vers le sud. Il a réitéré son appel à un cessez-le-feu, à la libération des otages et au respect du droit humanitaire international, y compris la protection des civils et des infrastructures dont ils dépendent.
- Le 31 janvier, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a tenu sa première [réunion](#) de l'année afin d'élire sa présidence et d'adopter son programme de travail pour 2024. La Représentante permanente de l'Afrique du Sud a informé le Comité de sa demande d'ouverture d'une procédure contre Israël devant la Cour internationale de

Justice et la Directrice du Bureau de l'UNRWA à New York a également informé le Comité de la situation dans la bande de Gaza.

- Le 31 janvier, des experts de l'ONU en matière de droits humains ont publié un [communiqué de presse](#) saluant l'arrêt de la Cour internationale de Justice sur les mesures conservatoires, notant que cet arrêt offrait le premier espoir concret de protection des civils de Gaza, qui endurent des « conditions apocalyptiques ».
- Le 31 janvier, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié une [évaluation rapide](#) de l'impact économique des destructions à Gaza et des perspectives de reprise économique, soulignant que l'incidence économique de l'opération militaire israélienne en cours perdurera pendant plusieurs décennies.
- Le 28 janvier, le Secrétaire général, António Guterres, a publié une [déclaration](#) informant que le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU avait ouvert une enquête en réponse aux allégations visant plusieurs membres du personnel de l'UNRWA. Il a par ailleurs demandé instamment aux gouvernements qui ont suspendu leurs contributions à l'agence de ne pas pénaliser les civils gazaouis dont la survie dépend de l'aide cruciale de l'UNRWA.
- Le 26 janvier, Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'UNRWA, a publié une [déclaration](#) indiquant qu'en réponse aux informations fournies par Israël sur l'implication présumée de plusieurs employés de l'UNRWA dans les attaques contre Israël commises le 7 octobre, les contrats de ces membres du personnel avaient été résiliés et une enquête avait été lancée.
- Le 26 janvier, la Cour internationale de Justice a rendu son [ordonnance](#) sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par l'Afrique du Sud dans l'affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (*Afrique du Sud c. Israël*).
- Le 26 janvier, le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a publié une [déclaration](#) saluant les mesures conservatoires ordonnées par la Cour internationale de Justice afin de prévenir les actes de génocide à Gaza.
- Le 25 janvier, l'UNRWA a publié un [communiqué de presse](#) indiquant que son centre de formation de Khan Younis, qui hébergeait 800 personnes déplacées, avait été touché par des tirs directs au cours des opérations militaires. Au moins 13 personnes avaient été tuées et 56 blessées.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens

figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>